



Anne-Catherine LEVECQUE et Michel JAKUBCZYK



En voulant supprimer les cotisations sociales, Emmanuel Macron détruit le régime local de sécurité sociale !

Le régime local, c'est la sécurité sociale fondée sur la solidarité ouvrière : les salariés et les retraités versent une surcotisation (actuellement de 1,5%) qui permet de rembourser à 90% et 100%.

Le régime local s'appuie sur le régime général avec des remboursements plus élevés. Sans le régime général, fondé en 1945, le régime local ne pourrait

pas rembourser à 90% et 100%. Emmanuel Macron poursuit la politique de tous les gouvernements successifs pour détruire la sécurité sociale, fondée sur la solidarité ouvrière, au bénéfice des assurances privées, des banques et des mutuelles.

C'est la mise en œuvre des directives de l'Union européenne et du traité de Maastricht.

La sécurité sociale, elle est à nous !

- Non à la suppression des cotisations sociales ! Abrogation de la CSG !
- Le RÉGIME LOCAL doit rester le régime de sécurité sociale obligatoire pour l'Alsace et la Moselle et les complémentaires doivent rester facultatives !
- Pour la défense et la reconquête du régime minier de sécurité sociale !
- Maintien des remboursements à 100% pour l'hospitalisation et 90% pour tous les autres soins !
- Réouverture des hôpitaux fermés, avec tous les services et tous les personnels !
- Maintien de toutes les permanences CAF, des centres médico-sociaux et des PMI !

En continuant de détruire le code du travail, Emmanuel Macron aggrave la précarité et donne le signal pour des licenciements en masse.

La loi El Khomri, en application des directives européennes, permet de baisser le coût du travail en remplaçant les droits collectifs par l'individualisation. Pour Emmanuel Macron, c'est encore trop, il veut donner tous les pouvoirs aux capitalistes, entreprise

par entreprise, pour licencier et baisser les salaires. La convention collective départementale de la sidérurgie de Moselle n'existera plus ! C'est ce qui se passe à ArcelorMittal. L'usine est en train d'être dépecée et tous les droits acquis remis en cause !

Nous sommes candidats pour l'unité ouvrière pour la nationalisation d'ArcelorMittal !

- Il s'agit de garantir le maintien de tous les emplois sur place ! La nationalisation, c'est le seul moyen pour confisquer des mains des capitalistes et des banques les moyens de production pour les transférer à un gouvernement ouvrier, qui puisse interdire les licenciements.

Rejoignez le POiD

28 rue Vigne Saint-Avoid - 57000 METZ
Courriel : poid.hayange@gmail.com

PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la **nécessité de convoquer l'Assemblée constituante** souveraine de délégués élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la **nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la **défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – nous opposons la **nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'**urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, nous opposons la **lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la **nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

